

Anduze. Communauté de communes : la 3ème assemblée territoriale a tracé le « Chemin »



Quelques-uns des participants en cours de réflexion

Le samedi 24 avril, les participants aux assemblées territoriales organisées par la Communauté de Communes Autour d'Anduze se sont retrouvés pour une troisième réunion de travail pour réfléchir sur « Le Chemin ou quelles actions mettre en œuvre ? ». Cette séance qui était la dernière étape de préparation avant la restitution du projet a permis aux participants de se retrouver dans 5 ateliers orientés sur des thèmes communs « Environnement - urbanisme et logements - dynamique de participation des citoyens - vision intercommunale ouverte à la coopération ». Une présentation du travail collectif aura lieu sous la forme d'une réunion publique ouverte à tous les habitants de la CCAA le samedi 3 juillet, à l'Ecole intercommunale de musique. Ce sera l'aboutissement d'un long travail de réflexion dont les objectifs sont régulièrement validés par le Comité de Pilotage.

Au cours de la rencontre du 24 avril, chaque atelier a préparé une fiche reprenant une action, son descriptif, ses objectifs et sa faisabilité. Il est évident que certaines actions ne sont pas du ressort de la CCAA et c'est le rôle du Comité de Pilotage de sélectionner les projets réalisables et de ne pas prendre en charge ceux qui sont de la compétence du département ou de la région.

Aujourd'hui, cette dernière assemblée de territoire a une démarche particulière car elle se situe dans un contexte difficile à cause des projets de réforme territoriale qui restent extrêmement flous. Il est évident que la réorganisation administrative du pays aura des conséquences sur les Intercommunalités et plusieurs présidents de régions ont déjà demandé une suspension, ne serait-ce que temporaire, des réformes afin de ne pas les mettre simultanément en chantier sur tous les fronts.

Au cours de ces rencontres, la mobilisation des participants n'a pas faibli, certaines équipes se sont même renforcées et beaucoup de personnes se sont informées, signe que de telles démarches peuvent intéresser les citoyens et peut-être les réconcilier avec le monde politique qui est souvent inaccessible et loin des préoccupations quotidiennes des Français, en particulier dans les régions qui veulent défendre leur identité et conserver leur qualité de vie.

